

# OSONS la commande publique en MARTINIQUE

## EDITO

La commande publique est la consécration d'un travail de qualité pour l'entreprise sélectionnée. Or beaucoup de freins empêchent les PME locales d'y accéder.

La procédure en amont du marché est complexe à élaborer pour les acheteurs. Il est difficile pour les entreprises de la trouver et d'y répondre.

Ensuite, une fois le marché passé, la relation entre l'entreprise et l'acheteur peut connaître des aléas, que cela soit pour la maîtrise d'œuvre ou par la suite pour les délais de paiement.

Ces sujets ont été abordés lors du séminaire « Osez la commande publique » de mars (disponible en intégralité sur la page YouTube de la Préfecture de la Martinique) et seront l'objet de de cette Newsletter.

**Le sens de cette Newsletter est de faire de la commande publique un outil simple pour les acheteurs comme pour les fournisseurs.**

Elle présentera donc à échéance régulière, des réflexions sur le sujet, des bonnes pratiques pour les acheteurs ou les derniers outils pour faciliter la commande publique, pour en faire un levier de développement de la Martinique.

A. De la NOUE

La commande publique regroupe l'ensemble des contrats passés par une personne publique pour satisfaire ses besoins, et ceux-ci sont très variés ! Du panneau stop, aux travaux d'assainissement en passant par les fournitures en tout genre, les voyages, les services, etc. ..

La commande publique constitue donc une véritable chance d'accéder à de nouveaux marchés, et ne pas rater les opportunités offertes par FRANCE RELANCE !

Vous êtes une **entreprise** susceptible de répondre à ces besoins, mais vous hésitez ?

➔ **Cette lettre est faite pour vous !**

L'ensemble de ces contrats administratifs, quels que soient leurs montants ou leurs procédures, doivent respecter 3 principes : liberté d'accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats, transparence des procédures. Vous êtes **acheteur** et vous heurtez trop souvent à des difficultés, vous n'arrivez pas à sourcer ?

➔ **Cette lettre est faite pour vous !**

Au fil de ses parutions

**OSONS la commande publique en MARTINIQUE**  
va vous aider à sortir de ces grandes problématiques.

## LES ATELIERS COLLABORATIFS DE LA CP EN MARTINIQUE

Ces ateliers sont ouverts à tous les acteurs de la Commande Publique, qu'ils soient acheteurs ou fournisseurs afin de lever les freins à la Commande Publique.

Ils ont été lancés lors du séminaire du 25 mars avec comme objectifs d'identifier les problématiques les plus marquantes dans le processus de marché public, de partager les "bonnes pratiques d'achat", d'améliorer les délais de paiement et de pérenniser la relation Acheteur-Fournisseur.

Les 1<sup>er</sup> ateliers se sont tenus en juillet et début septembre, différents axes d'amélioration ont émergé, dont la mise en place de cette lettre, destinée à guider fournisseurs et acheteurs et simplifier les processus. Les prochains ateliers auront lieu les 1<sup>er</sup> jeudis du mois de 14h30 à 16h en visioconférence.

Venez partager vos expériences, exprimer vos attentes, partager vos bonnes pratiques.

Renseignements, inscriptions [marie-francoise.jourdan@deets.gouv.fr](mailto:marie-francoise.jourdan@deets.gouv.fr)

**Le nouveau Guide COMMANDE PUBLIQUE est paru : ÉDITION SPECIALE RELANCE** qui inclut les dernières modifications du code de la commande publique

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/mediateur-des-entreprises/LeMediateur\\_GuideMarchesPublics2021\\_WEB\\_Interactif\\_entreprises\\_0.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/mediateur-des-entreprises/LeMediateur_GuideMarchesPublics2021_WEB_Interactif_entreprises_0.pdf)

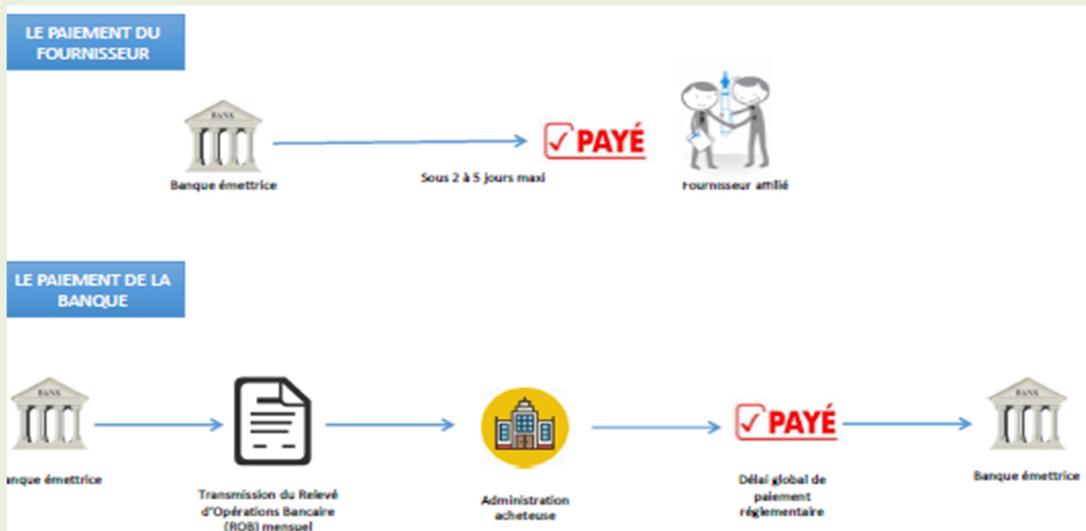
**BONNES PRATIQUES : CARTES D'ACHAT PUBLIC**

Art. R2192-37 du CCP et Décret 2004-1144 du 26-10-2004

Il s'agit d'une solution d'approvisionnement et de paiement simple à autorisation systématique, destinée aux agents publics **non régisseurs**. Carte nominative, une administration peut en attribuer plusieurs.  
Destinée aux achats de faibles enjeux, non stratégiques, simples, récurrents.

**EXPERIMENTATEUR : CACEM****Préalables :**

- Se former, s'informer via l'APECA, la DRFIP, les Ets Bancaires.
  - o <http://association-apeca.org/apeca/default.asp>
- Intégrer la notion de Programme
- Réaliser un diagnostic Interne « carte d'achat » pour définir son projet (type achat, responsable, acteurs, ...)

**Témoignage d'un acheteur :**

« Après une phase d'expérimentation, la CACEM a déployé son programme en 2018. Le bilan est très positif :

- L'outil est devenu indispensable pour ses commandes en lignes : billets d'avions, de train, ouvrages, achats à l'étranger,...
  - Il est aussi utilisé pour les achats de proximité, en substitution à la régie,
  - Et la satisfaction de ses fournisseurs, du fait du règlement quasi immédiat de la commande
- Au total, ce ne sont pas moins de 80 000€ de transactions qui sont réalisées par cartes d'achat, chaque année. »

**BONNES PRATIQUES : CARTES D'ACHAT PUBLIC**

Art. R2192-37 du CCP et Décret 2004-1144 du 26-10-2004

**LE BILAN** : extraits du dernier rapport sur les comptes administratifs 2020 de la collectivité.

## NETTE AMELIORATION DES DELAIS DE PAIEMENT DE LA CACEM

Impact positif sur la trésorerie des entreprises : délais de paiement au 31/12/2020

| BUDGETS              | DELAIS 2019 | DELAIS 2020 | GAINS EN JOURS |
|----------------------|-------------|-------------|----------------|
| BUDGET PRINCIPAL     | 45          | 34          | 11             |
| BA PORT DE PLAISANCE | 72          | 33          | 39             |
| BA TECHNOPOLE        | 102         | 33          | 69             |
| BA ÉNERGIES          | 72          | 24          | 48             |
| BA ZAC               | 70          | 38          | 32             |

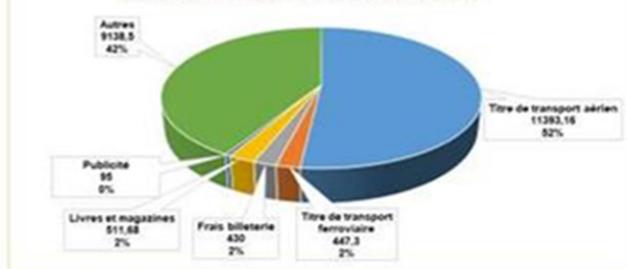
(Source DGFIP – données au 31 décembre 2020)

|                |      |
|----------------|------|
| CTM            | 59,6 |
| EPCI - 972     | 44,4 |
| Communes - DOM | 50,9 |
| Guadeloupe     | 72,6 |

(Source IEDOM Rapport annuel 2019)

**A noter** : certains fournisseurs sont payés entre 48 heures et 5 jours maximum dans le cadre des commandes effectuées avec l'outil « carte d'achat ».

## Bilan carte d'achat 2020 : 22 K€ de dépenses



16

**CARNET ROSE DE LA CP**Le 5 juillet 2021, la CACEM a publié la consultation **Paiement Fournisseur Anticipé**.C'est la **1ere** collectivité à lancer cette expérimentation

Le principe du PFA est simple :

L'acheteur donne la possibilité à son fournisseur de financer ses factures de manière anticipée avant même la date d'échéance, i.e. dès l'émission du BAP ou la validation de la facture par l'acheteur. Le fournisseur est libre de sélectionner sa facture.

Réf. Loi n°2019-486 du 22 mai 2019, relative à la croissance et à la transformation des entreprises (Loi PACTE) dans son Article 106.

### L'OUTIL : La plateforme intention d'achats

Dans le cadre du Haut Conseil de la Commande Publique, la CCI Martinique centralise une veille sur les intentions d'achats publics du territoire via une plateforme 100% en ligne.

Cet outil à destination des entreprises est alimenté par les acheteurs en amont de la publication des marchés.

Vous êtes **Acheteur** vous pouvez accéder/vous inscrire à la plateforme [ici](#)

Vous êtes une **entreprise** vous pouvez consulter la liste des projets [ici](#)

Pour plus d'informations, veuillez contacter la CCI Martinique  
[contact@martinique.cci.fr](mailto:contact@martinique.cci.fr)

### LE TRUC EN PLUS : créer une veille CP !

Les acheteurs publics publient l'ensemble des éléments de marché sur leur Profil Acheteur. N'hésitez pas à créer une adresse mail spécifique afin de recevoir les alertes concernant les marchés qui vous intéressent.

Retrouvez d'autres astuces et informations pratiques dans **le guide de la commande publique de la CCI Martinique**

[Consulter le guide ici](#)

## ACHETEUR : L'INTERVIEW

Nous recevons aujourd'hui Jessie, acheteuse à la CACEM depuis novembre 2020.

- *Jessie, racontez-nous votre parcours.*

- Avant d'occuper ce poste en collectivité territoriale, je travaillais en tant que consultante Achat à Airbus, service achats de prestations.

- *Pourquoi la commande publique ?*

- J'ai une vraie appétence pour le poste acheteur depuis mes études. J'ai fait une école de commerce et c'était la spécialisation de mon Master.

- *Et comment sont gérés les achats à la CACEM ?*

- Nous sommes une équipe de 7 personnes qui gérons un volume d'achat estimé à 32,6 millions d'euros en 2020. Je suis en charge du service Achats de travaux et des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication).

- *Vous êtes en poste depuis novembre dernier, avez-vous fait un rapport d'étonnement ?*

- A vrai dire, c'est surtout le processus achat qui est différent du privé. Cela nécessite de se réadapter aux règles de la commande publique.

Il y a moins d'interaction avec les fournisseurs que dans le privé, les échanges sont plus encadrés.

- *Et vous avez relevé des axes d'amélioration ?*

- Nous travaillons sur la structuration du service Achat et nous mettons l'accent sur le suivi des marchés à travers la mise en place d'outils dédiés.

Globalement, les relations avec les fournisseurs sont bonnes. Nous avons développé notre participation aux réunions de chantier pour les gros projets et les fournisseurs se déclarent très satisfaits.

- *Une dernière question, Jessie, et si on créait une association des acheteurs en Martinique ?*

- Je m'y inscrirais avec plaisir. Une telle association permettrait de constituer un réseau d'acheteurs martiniquais et favoriserait les échanges de bonnes pratiques en matière d'achat public.

## La question du mois : et si on créait une association des « acheteurs » en Martinique ?

### INFORMATION SPECIALE POUR LES COLLECTIVITES :

#### Appel à défis "Pour une action publique co-construite avec les agents et les usagers"

La Direction Interministérielle à la Transformation Publique lance un appel à défis qui vise à améliorer la prise en compte des enjeux humains soulevés par la transformation numérique des services publics. Il encourage la diffusion des méthodes de co-construction de l'action publique avec et pour les agents et les usagers.

<https://www.modernisation.gouv.fr/appels-a-projets/appel-defis-pour-une-action-publique-co-construite-avec-les-agents-et-les-usagers>

**Le Médiateur des entreprises** est un service national placé auprès du ministre de l'Économie français, venant en aide à toute entreprise, organisation publique ou privée qui rencontre des difficultés dans ses relations commerciales avec un partenaire. Un médiateur délégué a été nommé en Martinique en octobre 2019.

Dans quel cas nous saisir ? Tout différend lié à l'exécution d'un contrat de droit privé, y compris tacite, ou d'une commande publique, peut faire l'objet d'une saisine.

[www.mediateur-des-entreprises.fr](http://www.mediateur-des-entreprises.fr)